

## Nègres blancs d'Amérique?

Fernande Roy

Volume 51, Number 3 (285), September 2009

Mythes 1959-2009

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/34736ac>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Collectif Liberté

### ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this article

Roy, F. (2009). Nègres blancs d'Amérique? *Liberté*, 51(3), 34–52.

# NÈGRES BLANCS D'AMÉRIQUE ?

Si, par cette expression, on a la moindre prétention d'établir un lien entre la situation politique, économique et sociale des Canadiens français et celle des Noirs américains, il me semble qu'on erre complètement. On ne peut pas simplement se dire que toute comparaison est boiteuse. Ici, la comparaison est odieuse. Elle révèle, à mon avis, une bonne dose d'ignorance et même de nombrilisme. Mais, dans la littérature pamphlétaire, les outrances verbales sont monnaie courante : elles font partie du genre.

Quand Pierre Vallières écrit *Nègres blancs d'Amérique* en 1968, on est en pleine période de décolonisation. Albert Memmi a publié *Portrait du colonisé* en 1957, et Franz Fanon, *Les damnés de la terre* en 1961. Au Québec, les intellectuels qui lisent et écrivent dans les revues de la période, *Parti pris* par exemple, sont séduits par la possibilité d'articuler un discours socialement plus égalitaire (voire socialiste ou, en tout cas, dit de gauche) et un discours nationaliste. Le nationalisme, fort critiqué depuis la Deuxième Guerre mondiale — ailleurs parce qu'associé au fascisme et à divers mouvements conservateurs et ici parce que manipulé par Duplessis —, le nationalisme, donc, pouvait, dans ce nouveau contexte de décolonisation, devenir un discours émancipateur (de gauche ou progressiste).

Pour construire le Québec dont ils rêvent, les intellectuels des années 1960 offrent à leurs contemporains une certaine lecture

de leur présent, mais aussi de leur passé. Ces représentations, ces constructions symboliques ne visent pas à décrire la réalité. L'objectif est plutôt de rassembler, de mobiliser, de faire agir un groupe donné, en l'occurrence les Canadiens français que l'on a commencé à désigner comme des Québécois. Mais ces représentations sont forcément biaisées : le passé (et même le présent) y apparaît tordu, rapetissé ou magnifié, noirci ou embelli.

Par exemple, si on ouvre *Nègres blancs d'Amérique*, on peut lire d'entrée de jeu :

Je n'ai d'autre prétention, en écrivant ce livre, que de témoigner de la détermination des travailleurs du Québec de mettre un terme à trois siècles d'exploitation, d'injustices silencieusement subies, de sacrifices inutilement consentis, d'insécurité résignée; de témoigner de leur détermination nouvelle, et de plus en plus énergique, de prendre le contrôle de leurs affaires économiques, politiques et sociales, et de transformer en une société plus juste et plus fraternelle ce pays, le Québec, qui est le leur, dont ils ont formé l'immense majorité des citoyens et des producteurs de la richesse « nationale » sans jamais, pourtant, bénéficier du pouvoir économique et de la liberté politique et sociale auxquels leur nombre et leur travail leur donnent droit<sup>1</sup>.

On voit donc nettement l'intention, le projet de Vallières. Puis, dès le premier chapitre, intitulé « Les nègres blancs d'Amérique », l'auteur propose sa propre synthèse de l'histoire du Québec (environ 75 pages avec les notes). Avec ce qui me semble une totale inconscience de la condition des Noirs américains, Vallières insiste sur sa métaphore : « Être un "nègre", nous dit-il, ce n'est pas être un homme en Amérique, mais être l'esclave de quelqu'un<sup>2</sup>. » Et le militant dresse un parallèle non seulement entre le passé des Afro-Américains et celui des Canadiens français, mais entre leurs présents respectifs. Les Noirs sont en pleine lutte de libération dans les années 1960 (rappelez-vous Martin Luther King et le mouvement pour l'obtention des droits civiques); les travailleurs du Québec doivent faire de même puisqu'ils ont pris conscience de « leur condition de nègres, d'exploités, de citoyens de seconde classe<sup>3</sup> ». Vallières poursuit :

1. Pierre Vallières, *Nègres blancs d'Amérique. Autobiographie précoce d'un « terroriste » québécois*, Montréal, Parti pris, 1968, p. 21.

2. *Ibid.*, p. 25.

3. *Ibid.*, p. 26.

Ne sont-ils pas, depuis l'établissement de la Nouvelle-France, au XVII<sup>e</sup> siècle, les valets des impérialistes, les « nègres blancs d'Amérique » ? N'ont-ils pas, tout comme les Noirs américains, été importés pour servir de main-d'œuvre à bon marché dans le Nouveau Monde ? Ce qui les différencie : *uniquement* la couleur de la peau et le continent d'origine. Après trois siècles, leur condition est demeurée la même. Ils constituent toujours un réservoir de main-d'œuvre à bon marché que les détenteurs de capitaux ont toute liberté de faire travailler ou de réduire au chômage, au gré de leurs intérêts financiers, qu'ils ont toute liberté de mal payer, de maltraiter et de fouler aux pieds [...] <sup>4</sup>.

L'idéologie aveugle... ou, en tout cas, Vallières et moi n'avons pas appris la même histoire. Il y a pourtant fort à parier que, dans la population en général, l'histoire des Québécois francophones, telle qu'imaginée par Vallières, ait eu une assez bonne emprise dans les milieux militants, syndicalistes ou nationalistes ou dans les facultés de sciences humaines. Le livre de Vallières était souvent une lecture obligatoire dans les cégeps des années 1970. Ils sont nombreux à penser semblablement sans trop s'embarrasser de nuances. Rappelez-vous le *Petit manuel d'histoire du Québec*, une histoire militante et pamphlétaire publiée en 1970 par Léandre Bergeron. On y trouve l'affirmation suivante : « Nous, Québécois, subissons le colonialisme. Nous sommes un peuple prisonnier <sup>5</sup>. » L'auteur présente son livre comme un programme, le programme

de l'école de la rue, pour l'homme de la rue, pour le peuple de la rue, pour le peuple québécois jeté dans la rue, dépossédé de sa maison, du fruit de son travail, de sa vie quotidienne. Ce petit manuel se veut une repossesion. La repossesion de notre histoire, premier pas de la repossesion de nous-mêmes pour passer au grand pas, la possession de notre avenir <sup>6</sup>.

Bergeron n'utilise pas la métaphore du « nègre blanc d'Amérique », mais il emploie le terme *esclave* <sup>7</sup> pour qualifier les ouvriers et les travailleurs en général, c'est-à-dire la grande majorité du peuple dit québécois. Il faut préciser que, pour lui, seuls les francophones sont des Québécois.

4. *Ibid.* C'est moi qui souligne.

5. Léandre Bergeron, *Petit manuel d'histoire du Québec*, Montréal, Éditions québécoises, 1970, p. 5.

6. *Ibid.*, p. 6.

7. *Ibid.*, p. 214.

## **L'infériorité économique des Canadiens français**

Bien sûr, tout le monde sait que ces propos assez répandus au cours des années 1960 et 1970 sont excessifs, sans doute volontairement d'ailleurs, et on se dégage partiellement de ces excès, on s'en distancie quelque peu. Toutefois, l'image globale reste, le mythe se constitue. Si l'on veut libérer le Québec, il faut bien croire que les Québécois sont et ont été dominés, exploités et privés d'une part de leur liberté. Au moment de la Révolution tranquille, la conscience de l'infériorité économique des Canadiens français se fait de plus en plus vive. Et cette infériorité n'est pas un mythe. Elle est, au contraire, bien réelle, mesurable, selon divers indicateurs : comparés à d'autres groupes ethniques, les francophones sont moins riches, moins souvent propriétaires de leur logement, moins bien payés pour les salariés ou encore propriétaires de plus petites entreprises, et le reste...

Ce n'est pas le détail de cette réalité qui m'intéresse aujourd'hui, mais plutôt l'explication de cette infériorité économique. D'où vient cette infériorité? Comment la comprendre? Qui sont les responsables? Il est possible de discerner deux grandes variétés de réponses à ces questions. Dans la première version, on accuse les autres, par exemple les bourgeois, et c'est alors le système capitaliste qu'il faut changer pour régler le problème. Ou c'est la faute des Anglais, qui sont souvent les mêmes, et alors le problème vient de la Conquête ou de la Confédération. On ne peut pas annuler la Conquête, mais on pourrait toujours modifier la Confédération... par l'indépendance du Québec. Ce premier type de schéma explicatif faisait, il y a quelques décennies, le bonheur d'un bon nombre de militants plus ou moins tranquilles, à la manière de Vallières ou de Bergeron. Si on peut accuser les autres, à l'inverse on peut s'accuser soi-même. L'autre grande variété explicative consiste justement à imputer aux Canadiens français eux-mêmes la responsabilité de leur infériorité économique. Cette autocritique proliférait, durant les années 1950 et 1960, chez les intellectuels de diverses tendances idéologiques et politiques<sup>8</sup>.

Quelle qu'ait été leur vision respective de l'avenir, les penseurs sociaux, ces nouveaux praticiens des sciences sociales, l'enracinaient dans une certaine perception du passé commun. Et, justement, que connaissait-on de l'histoire des Canadiens français? Quelle était

8. Voir quelques éléments de ce vieux débat dans René Durocher et Paul-André Linteau (dir. éd.), *Le « retard » du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Montréal, Boréal, coll. « Boréal Express », 1971.

alors la mémoire collective? Parmi les clichés les plus répandus à l'époque (et qui même traînent encore...), on trouve l'idée que les Canadiens français se seraient toujours désintéressés des questions économiques, qu'ils auraient tourné le dos à l'industrialisation et à l'urbanisation pour plutôt survaloriser l'agriculture. Conseillés par leurs élites, ils auraient délaissé le progrès matériel pour les questions spirituelles. Pourvu qu'ils restent catholiques et français, le reste n'aurait pas eu grande importance... Ainsi, on a longtemps cru que le Québec dit moderne commençait avec la Révolution tranquille, et l'on associait à cette modernité une pensée libérale qui, enfin, pouvait s'épanouir ici comme dans le reste du monde occidental. Le Québec d'avant 1960 était souvent perçu comme une société exceptionnellement traditionnelle, enfermée dans un nationalisme rétrograde et entièrement dominée par l'Église catholique.

Cette vision de l'histoire, que je relie à l'explication autoaccusatrice, relève du mythe, et les recherches récentes des historiens et des historiennes l'ont largement infirmée. Dans une société, le passé appartient à tout le monde : ce n'est pas la chasse gardée des historiens. De telle sorte qu'il y a souvent un bon écart entre la mémoire collective et la mémoire qu'on appelle savante. Entendons-nous bien : je ne suis pas en train de suggérer que les écrits des historiens universitaires sont dénués de parti pris ou de subjectivité. Personne n'est objectif, pas plus les historiens que les autres. Cela dit, le relativisme absolu ne présente pas d'intérêt pour la recherche, à mon avis : tout n'est pas qu'une question de point de vue. Au-delà de l'inévitable subjectivité, je crois tout de même que les historiens sérieux construisent un certain savoir, des connaissances solides, même si elles sont sans doute provisoires, c'est-à-dire appelées à être nuancées, voire dépassées plus ou moins rapidement.

Or, selon les historiens, le Québec dit moderne n'a pas émergé subitement en 1960. Du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours, les valeurs libérales et démocratiques se sont imposées petit à petit et, dans cette évolution, les hommes d'affaires francophones ont eu un rôle à jouer, aux côtés de l'Église et aux côtés des hommes politiques ou des journalistes. Le Québec n'a jamais été une société monolithique à aucune période de son histoire. Il y a toujours eu des débats, des tensions, des projets de société différents. Si l'on s'efforce de recomposer l'ensemble du paysage idéologique, on s'aperçoit qu'une partie du décor avait disparu de la mémoire collective aux alentours de la Révolution tranquille. Pour en arriver à présenter ses compatriotes comme les

« nègres blancs d'Amérique », il fallait avoir oublié des grands pans de l'histoire, avoir perdu de vue la diversité des groupes sociaux canadiens-français et avoir une vision bien réductrice des ambitions et des rêves des générations antérieures. Le déterminisme sous-jacent à l'expression de Vallières rappelle celui d'une autre souvent accolée aux Canadiens français : « Nés pour un petit pain »... C'est à voir. Les clichés qui encombrant ou polluent la mémoire collective ne racontent pas toute l'histoire...

Puisqu'on le connaît peu, j'aimerais insister sur le discours idéologique des hommes d'affaires canadiens-français, montrer comment il s'insère dans l'ensemble du paysage idéologique québécois et comment il évolue — fort peu, à vrai dire — de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la crise des années 1930. En tant qu'historienne, je me suis dit qu'on pouvait se permettre ensemble de remonter un peu plus loin dans le temps vers le XIX<sup>e</sup> siècle.

Il n'est pas étonnant qu'on connaisse bien davantage l'Église et les hommes politiques. L'Église et l'État, ce sont des institutions majeures dans une société. Ces gens fonctionnent en groupes, ils forment une communauté ou des partis, ils ont des tribunes, des publications, des journaux. Les hommes d'affaires agissent généralement de manière plus individuelle et ils sont plus difficiles à cerner. Voyons d'abord quels sont, au XIX<sup>e</sup> siècle, leurs moyens d'expression sur la scène québécoise<sup>9</sup>.

### **Des journaux et des associations pour les hommes d'affaires**

Jusqu'au dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, les hommes d'affaires canadiens-français ne disposent pas d'associations propres ni d'organes de presse qui leur auraient servi de porte-parole attitré dans les débats sociaux. En 1871, deux hommes d'affaires, Louis-Édouard Morin et Cléophas Beausoleil, fondent un hebdomadaire spécialisé, *Le Négociant canadien*. Dans le prospectus, c'est-à-dire la première parution qui sert aux propriétaires à préciser les objectifs de leur publication, Beausoleil pose la question suivante : quelles sont les causes de l'infériorité du commerce canadien-français ? Il ne répond pas directement, mais il lui apparaît qu'un des moyens d'aider les Canadiens français, c'est de leur donner une publication commerciale. Si on ne peut pas inventer

9. Ce texte reprend une analyse plus élaborée, parue dans *Progrès, harmonie, liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle* (Montréal, Boréal, 1988) et dans *Histoire des idéologies au Québec aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles* (Montréal, Boréal, 1993).

des capitaux, on peut, au moins, s'éduquer sur les questions économiques. Il faut procurer aux Canadiens français, dans leur langue, les avantages que possèdent déjà, sur ce plan, les anglophones. Malgré le titre (*Le Négociant canadien*), le journal se veut à la fois commercial, industriel et financier. Les fondateurs veulent débarrasser leurs contemporains d'un certain nombre de préjugés, notamment celui qui oppose agriculture, industrie et commerce. Les Canadiens français ont leur place partout, dans tous ces domaines. Malheureusement, *Le Négociant canadien* ne dure que deux ou trois ans, victime sans doute de la grave crise économique des années 1870. Toutefois, durant la décennie suivante, une presse d'affaires francophone s'établit de manière durable.

En 1881, les frères Clément-Arthur et Edmond Dansereau fondent *Le Moniteur du commerce*, avec comme but explicite de favoriser le développement des entreprises à caractère économique des Canadiens français. Selon les frères Dansereau, les Canadiens français ont un retard à rattraper; il leur faut reprendre une position et une influence proportionnelles à leur population. Pour accroître leurs chances, ils doivent augmenter leurs connaissances sur les questions économiques en général et se tenir à la fine pointe de l'information relative au commerce, à l'industrie et à la finance. *Le Moniteur du commerce* entend justement leur servir de guide. En 1884, la publication passe aux mains de Trefflé Berthiaume (le même qui est à la veille de lancer le quotidien *La Presse*) et de F. D. Shallow; puis, trois ans plus tard, Shallow rachète les parts de Berthiaume et reste, jusqu'aux années 1930, l'unique propriétaire de ce journal d'affaires, dont il confiera la rédaction à Stanislas Côté.

Un autre hebdomadaire spécialisé dans les affaires voit le jour en 1887, à l'initiative de J.-B. Monier et de Jules Helbronner : c'est *Le Prix courant*. Ce journal passe ensuite aux mains des frères Henri et Alfred Lionais en 1893. Au xx<sup>e</sup> siècle, il deviendra la propriété de la Compagnie de publication des marchands détailliers du Canada. Même si ce sont des rivaux sur le marché des publications, *Le Prix courant* et *Le Moniteur du commerce* poursuivent les mêmes objectifs.

Au tournant du siècle, les tirages des deux hebdomadaires ne dépassent pas quelques milliers chacun, ce qui, par ailleurs, est fort respectable à l'époque pour ce type de publication. La compétence professionnelle des rédacteurs est impressionnante. Les plus connus disposent d'une bonne formation et d'une grande expérience, tant du journalisme que des affaires. On constate aussi que ces journalistes

sont très près des associations d'hommes d'affaires, où certains d'entre eux assument d'importantes fonctions de secrétaire : c'est le cas de Stanislas Côté, de J.-B. Monier et de J.-A. Beaudry.

Avec ténacité, les propriétaires et journalistes d'affaires ont réussi à prouver que leurs entreprises étaient non seulement utiles, mais aussi rentables, démentant ainsi certains pessimistes qui leur prédisaient la faillite à brève échéance, sous prétexte que les affaires étaient une spécialité anglaise. Dans la presse anglophone, on trouve, en effet, quelques commentaires désobligeants de ce genre.

À l'époque, des sceptiques doutaient aussi des chances de survie d'une Chambre de commerce pour les Canadiens français, distincte du Montreal Board of Trade. Pourtant, c'est bien ce que souhaitent un groupe d'hommes d'affaires montréalais en décembre 1886. Parmi eux, on trouve le sénateur Alfred Thibaudeau et les présidents des banques francophones, c'est-à-dire Jacques Grenier de la Banque du peuple, Alphonse Desjardins de la Banque Jacques-Cartier<sup>10</sup> et François-Xavier Saint-Charles de la Banque d'Hochelaga. S'y joignent aussi les propriétaires d'importantes maisons commerciales canadiennes-françaises, de même que quelques manufacturiers. La fondation de cette Chambre de commerce deviendra officielle en février 1887.

La Chambre de commerce sera un lieu de réunion où l'on établit des contacts en vue de favoriser ses affaires, mais aussi un lieu de délibération où l'on peut exprimer une opinion collective et éventuellement agir pour que cette opinion prévale dans la société. Pour les leaders, la nouvelle Chambre de commerce est l'instrument nécessaire qui permettra aux Canadiens français de prendre davantage leur place dans ce monde économique.

D'un petit groupe de 136 au moment de la fondation, les membres sont 251 un an plus tard. Vers 1900, le nombre de participants a doublé et, à la veille de la Première Guerre mondiale, plus de 1 000 personnes sont membres de la Chambre de commerce. Celle-ci est loin de connaître la force du Montreal Board of Trade, dont les effectifs sont deux fois plus élevés et ceci, sans tenir compte des niveaux d'activité économique. Mais il reste que, à la fin de la première décennie du xx<sup>e</sup> siècle, la Chambre de commerce du district de Montréal apparaît comme un organisme qui a réussi à s'implanter comme porte-parole de la communauté d'affaires francophone de Montréal, rassemblant des représentants de chacun des secteurs économiques.

10. À ne pas confondre avec son homonyme, le fondateur des Caisses populaires.

La Chambre de commerce prend aussi le leadership des associations patronales dans l'ensemble du Québec, en mettant sur pied, en 1909, la Fédération des Chambres de commerce de la province de Québec, projet qu'elle préconisait depuis 1894. Elle maintient des relations étroites avec diverses associations d'affaires plus spécialisées, et aussi avec le Montreal Board of Trade. Elle entretient également tout un réseau de relations avec l'extérieur, en particulier avec le monde politique, celui de l'enseignement, celui des associations nationales et celui de la presse. Malgré des débuts difficiles, la Chambre de commerce devient rapidement un groupe de pression avec lequel il faut compter.

Les associations patronales francophones et la presse d'affaires se manifestent et croissent en même temps sur la scène montréalaise de l'époque. Ce n'est pas un hasard, mais plutôt un signe : ces instruments de promotion des hommes d'affaires francophones apparaissent à la fois comme des témoins et des atouts dans la progression de ce groupe au sein de la société. C'est avec beaucoup d'assurance que le président de la Chambre de commerce lance une nouvelle campagne de recrutement en 1913 :

Être membre de la chambre de commerce de Montréal, c'est comme avoir son nom sur le tableau d'honneur d'une grande cité ; c'est voir son nom avec celui des hommes d'affaires les plus importants de notre ville. Tout de suite, c'est passer pour un citoyen progressif ; c'est faire partie de l'élite de ceux qui commandent dans une ville<sup>11</sup>.

Il semble bien que, au début du xx<sup>e</sup> siècle, ces hommes d'affaires canadiens-français de Montréal ne se perçoivent pas comme des «nègres blancs», pas plus d'ailleurs que comme des négriers... Ils se disent, au contraire, «progressifs». Qu'est-ce à dire? Comment souhaitent-ils orienter le développement de cette société? Voyons maintenant ce qu'ils ont à proposer à leurs concitoyens.

### **Le « progrès » à la manière des hommes d'affaires**

«Progressifs», ces hommes d'affaires? En tout cas, le «progrès» revient dans leurs propos comme un véritable leitmotiv. Il faut se pencher sur le contenu de ce terme magique. Si l'on se fie aux hommes

11. Lieutenant-colonel A.-E. Labelle, «Dix-huit raisons pour lesquelles tout homme d'affaires devrait faire partie de la Chambre de Commerce», *Bulletin de la Chambre de commerce du district de Montréal*, mars 1913, p. 58-60.

d'affaires canadiens-français de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, assurer le progrès, c'est d'abord assurer la réussite matérielle. Comment y parvenir? Une recette toute simple : travail, économie, intégrité, persévérance, voilà la route du succès. Ces individualistes sont péremptoires : « [...] c'est à chacun de faire son chemin ici-bas<sup>12</sup> », et tous les individus sont également libres et responsables de leur réussite ou de leur échec, c'est-à-dire de leur bonheur ou de leur malheur. Le bonheur est d'abord individuel et il consiste précisément à réussir dans ses entreprises matérielles et à acquérir une fortune. Pour ce faire, la propriété privée et la liberté individuelle doivent être garanties. Le XIX<sup>e</sup> siècle est acclamé comme un « siècle de progrès » justement parce que s'y sont développés les droits de la propriété privée. Au XIX<sup>e</sup> siècle, clame-t-on, les hommes sont les fils de leurs œuvres. Ce mythe est propagé à travers les *success stories* publiées à profusion non seulement dans la presse d'affaires, mais aussi dans les quotidiens des grandes villes.

Bien loin de croire que les Canadiens français sont « nés pour un petit pain », les journalistes d'affaires veulent au contraire développer chez leurs compatriotes francophones l'ambition, l'esprit d'entreprise et la recherche du profit. L'horizon est large. Il ne suffit pas de se créer un petit capital :

Une fois ce capital acquis, on ne doit pas rester les bras croisés et ne lui laisser rapporter qu'une rente insignifiante. Il faut travailler à le doubler, à le tripler, soit dans le commerce où il a été réalisé, soit en le faisant contribuer aux entreprises productives qui surgissent chaque jour de toutes parts<sup>13</sup>.

Le bonheur se jauge ainsi à l'abondance, et l'addition de ces réussites individuelles et matérielles apportera ce que les hommes d'affaires appellent le progrès. Sans aucune hésitation, ils croient que la propriété individuelle constitue la meilleure source de productivité et d'efficacité pour l'accroissement des biens matériels et pour la satisfaction des besoins humains. Assurer le progrès matériel devient ainsi une condition pour accéder au progrès moral et intellectuel. Ces propriétaires de petites et moyennes entreprises se révèlent donc des adeptes enthousiastes de l'économie politique libérale.

12. « Pourquoi y en a-t-il qui réussissent mieux que d'autres? », *Le Moniteur du commerce*, 15 mai 1896, p. 692.

13. « L'esprit d'entreprise », *Le Moniteur du commerce*, 8 novembre 1899, p. 446.

Il est bien certain que l'on trouve aussi dans cette société des discours plus traditionalistes, des individus qui se méfient du changement, qui préfèrent la stabilité de la campagne aux dangers de la ville. Pourtant on a abusivement attribué à tous les Canadiens français le point de vue des ultramontains, qui, bien sûr, endossent alors une autre échelle de valeurs. Les ultramontains forment la partie plutôt intégriste de l'Église catholique. Ces doctrinaires valorisent l'autorité et l'obéissance, l'ordre et la hiérarchie. Leur idéal serait une société officiellement catholique où s'épanouirait la supériorité de l'Église sur l'État. Sans rejeter comme telles l'industrialisation et l'urbanisation, les ultramontains en craignent les effets perturbateurs. Cependant, l'Église catholique (tant les prêtres que les laïcs) n'est pas monolithique, et il serait excessif de prétendre que l'ensemble des curés souhaitent confiner les Canadiens français dans l'agriculture. On a démontré, par exemple, que le projet colonisateur du célèbre curé Labelle s'inscrivait dans une perspective de développement économique intégral, de conquête du territoire et même de reconquête économique pour les Canadiens français catholiques<sup>14</sup>. Cette aventure était sans aucun doute utopique, mais, en soi, le projet ne constituait pas un rétrograde repli sur la terre.

Si l'on se tourne vers les hommes politiques, on constate que, aux deux paliers de gouvernement, les hommes politiques, qu'ils soient du Parti conservateur ou du Parti libéral, sont généralement sur la même longueur d'onde que les hommes d'affaires. Préoccupés de chemins de fer, d'industrialisation et de développement économique à la manière libérale (au sens idéologique du terme), ils légifèrent en fonction des besoins insatiables de la propriété privée, même s'ils préfèrent dire qu'ils agissent pour le bien du pays ou de la province...

Sur le plan politique, les élites laïques sont favorables à la démocratie parlementaire, mais celle-ci est encore fort peu égalitaire. Les femmes s'y voient refuser leurs droits sociaux et politiques, les étrangers sont fort mal acceptés et les travailleurs pratiquement laissés à eux-mêmes ou aux forces du marché. Les milieux d'affaires sont méfiants, sinon hostiles au développement du syndicalisme. Ils se disent pourtant favorables à une amélioration de la condition des travailleurs, mais, là comme ailleurs, les patrons vantent la recette dite infaillible de l'initiative et de la responsabilité individuelles. Si l'on se fie à la presse d'affaires, tout le monde peut devenir un capitaliste,

14. Gabriel Dussault, *Le curé Labelle. Messianisme, utopie et colonisation au Québec, 1850-1900*, Montréal, Hurtubise HMH, 1983.

tous les individus peuvent réussir : ils n'ont qu'à appliquer la petite recette du succès déjà mentionnée : travail... économie... intégrité... persévérance... tant pis pour ceux qui ne peuvent pas suivre ou qui préfèrent traîner en arrière du progrès...

Tout de même, au nom de la démocratie et du progrès, les journalistes et les associations d'affaires réclament un accès plus large et plus aisé à l'éducation... pour les garçons ; les filles devront attendre. Pour l'instant, dit-on, il vaudrait mieux qu'elles apprennent à faire une bonne soupe aux tomates... Les hommes d'affaires exigent surtout une éducation plus adaptée aux besoins de leur époque. Cette volonté entraîne, dans la presse d'affaires, une critique sévère de l'Église catholique, tenue responsable du retard canadien-français dans ce domaine. Les hommes d'affaires obtiennent l'ouverture d'écoles du soir, puis d'écoles techniques, et ils sont à l'origine de la fondation de l'École des hautes études commerciales. Cependant, ces quelques exigences satisfaites, ils laisseront finalement le système scolaire à la gouverne de l'Église. Le libéralisme de cette fin de siècle est le plus souvent respectueux à l'endroit de l'Église catholique, une puissance avec laquelle les élites laïques doivent composer, sans toutefois renier l'ensemble de leurs valeurs.

Les hommes d'affaires s'accommodent également d'une forme de nationalisme canadien où l'individualisme passe devant les valeurs communautaires. S'enfermer dans la province de Québec, cultiver, comme ils disent, le « saint-jean-baptisme », refuser l'ouverture sur le monde, tout cela consiste à tourner le dos au progrès et à favoriser le retard économique des Canadiens français. Dans ce domaine, leur idéal est celui de la bonne entente entre les groupes ethniques. Progrès, harmonie, liberté, tel est bien le programme.

### **Le Québec « moderne », vers 1900...**

Au tournant du siècle, les adeptes d'une société capitaliste et libérale deviennent enthousiastes : le xx<sup>e</sup> siècle appartiendra au Canada, si l'on se fie à Wilfrid Laurier, alors premier ministre fédéral. La prospérité économique témoigne du progrès prisé par les hommes d'affaires et aussi par les hommes politiques. Dans *Le Moniteur du commerce*, on résume la question : « En Canada, les choses sont au mieux matériellement parlant. Nous sommes un peuple heureux<sup>15</sup>. » C'est laconique, mais fort éloquent, me semble-t-il.

15. « La situation », *Le Moniteur du commerce*, 26 octobre 1906, p. 594.

Le progrès, on l'a vu, est associé au projet de développement économique, mais aussi à l'idée de modernité. Dans ce cadre, être moderne signifie être de son siècle, de son époque, celle de l'essor économique, de la croissance industrielle, du développement urbain. Les journalistes d'affaires francophones encouragent fortement les Canadiens français à s'approprier une part du gâteau de cette prospérité. Encore une fois, pas question de « petits pains »... Pour stimuler l'entrepreneuriat, *Le Moniteur du commerce* publie une chronique intitulée « Nos hommes de progrès », où les commerçants et les industriels francophones apparaissent, littéralement, comme les bienfaiteurs de l'humanité.

Célébrer le progrès, tel que défini par les hommes d'affaires, sert, bien sûr, à préserver leur univers socioéconomique. Célébrer la modernité permet alors de faire en sorte que l'avenir se poursuive sur la lancée du présent. Au XX<sup>e</sup> siècle comme au XIX<sup>e</sup>, les hommes d'affaires veillent à ce que les pouvoirs politiques n'entravent pas, mais favorisent plutôt l'épanouissement de la propriété et des propriétaires. Le rôle de l'État reste libéral (au sens classique), et les milieux d'affaires n'ont pas de peine à s'entendre avec les milieux politiques qui, sur ce plan, partagent la même conception. Les premiers ministres du Québec, Simon-Napoléon Parent, Lomer Gouin, puis Louis-Alexandre Taschereau, vantent en effet le progrès de la même façon.

À Montréal, la presse à grand tirage (en français comme en anglais) endosse, elle aussi, ce discours axé sur le progrès matériel et sur les qualités individuelles qui permettent d'y accéder. La lutte pour la vie concerne d'abord les individus et, sauf exception, l'État n'a pas à s'en mêler. Les grands quotidiens sont bien loin de présenter à leurs lecteurs un discours pessimiste, misérabiliste ou traditionaliste. Ils s'efforcent, au contraire, de convaincre les Canadiens français de s'imposer comme nation par leurs succès individuels — et d'abord matériels. En 1907, on peut lire ce qui suit dans le journal *Le Canada*, un quotidien montréalais :

Le Canada français doit beaucoup de sa cohésion à sa langue d'abord, à l'organisation locale de sa religion, à son culte des traditions; [...] il doit chercher les voies de son avenir du côté de l'industrie, du commerce et de l'agricul-

ture, ces ferments économiques qui verseront dans son composé national le grand frisson du Progrès Moderne<sup>16</sup>.

Contrairement à ce qu'on a longtemps prétendu, c'est avec enthousiasme que les quotidiens francophones à grand tirage reprennent le slogan d'Errol Bouchette : « Emparons-nous de l'industrie! » Ce mot d'ordre est lancé dans un ouvrage fort apprécié au début du xx<sup>e</sup> siècle<sup>17</sup> et dont le titre est révélateur : *L'indépendance économique du Canada français* (1906). L'auteur va plus loin. Non seulement souhaite-t-il que le gouvernement provincial adopte une politique industrielle apte à préserver les intérêts du Québec dans l'exploitation de ses ressources naturelles, mais il demande aussi l'intervention de l'État pour permettre aux Canadiens français de suppléer leur manque de capitaux et de participer davantage au développement industriel. À ce propos, Bouchette se heurte cependant à un mur : il ne convainc aucun homme politique ni aucun homme d'affaires des vertus de l'intervention étatique pour combler le retard économique des Canadiens français. Sur ce plan, il avait cinquante ans d'avance... Le « modèle québécois » n'a pas été appliqué au début du xx<sup>e</sup> siècle, mais ce n'est pas parce que les élites canadiennes-françaises se désintéressaient des questions économiques; c'est plutôt parce qu'elles étaient incapables de penser ces sujets en dehors des solutions du libéralisme classique.

Pour sa part, l'Église catholique est bien loin de partager l'enthousiasme des élites laïques à l'égard du progrès et de la modernité. La société industrielle et urbaine sera-t-elle chrétienne? Voilà la question. Pour évoquer le traditionalisme du clergé, on cite souvent le fameux sermon de M<sup>gr</sup> Paquet, affirmant que la mission des Canadiens français n'est pas d'allumer le fourneau des usines, mais de faire rayonner la pensée. On « oublie » toujours que, dans ce sermon du 23 juin 1902, Paquet constate d'abord avec plaisir que « nous entrons dans une ère de progrès »; « la richesse n'est pas interdite à aucun peuple ni à aucune race », déclare-t-il, mais il ne faut pas faire une fin de ce qui n'est qu'un moyen<sup>18</sup>. C'est, me semble-t-il, une nuance importante.

16. Cité dans R. R. Heintzman, « The Struggle for Life : The French Daily Press of Montreal and the Problem of Economic Growth in the Age of Laurier ». Thèse de doctorat, Toronto, York University, 1977, p. 648-649.

17. Voir Alain Lacombe, *Errol Bouchette, un intellectuel, 1862-1912*, Montréal, Fides, 1997.

18. Texte reproduit dans *Louis-Adolphe Paquet, textes choisis et présentés par Yvan Lamonde*, Montréal, Fides, 1972, p. 56-60.

Les récents travaux des historiens ont tendance à montrer une Église catholique beaucoup plus diversifiée qu'on ne l'avait cru. Tout en restant fidèle à ses idéaux, l'Église québécoise s'ajuste aux nouvelles réalités. Malgré tout, dans la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, elle reste un important stabilisateur social : elle continue de prôner, en effet, la soumission à l'autorité et le respect de la propriété privée, au grand avantage des groupes dominants, tant anglophones que francophones. Il y a là tout l'espace souhaité pour faire cohabiter les projets de société des différentes élites.

Durant les années 1920, le gouvernement libéral (dans les deux sens du terme) de Louis-Alexandre Taschereau devient la cible préférée des nationalistes regroupés autour de *L'Action française*, un mensuel dirigé par l'abbé Lionel Groulx. Au sortir de la Première Guerre mondiale, après la crise de la conscription, les nationalistes dressent un bilan négatif d'un demi-siècle de fédéralisme. *L'Action française* enquête et met en évidence la faiblesse économique des Canadiens français. Elle dénonce le gouvernement Taschereau qui laisse les investisseurs étrangers s'emparer des richesses québécoises. Du point de vue de ces intellectuels, le développement économique devrait tenir compte des intérêts de la collectivité nationale, quitte à retarder cette industrialisation excessive dont le résultat le plus net leur semble l'anglicisation et l'américanisation. Ainsi, dans les années 1920, la question nationale est devenue une question économique. Cependant, même si l'on y trouve, à l'occasion, des envolées poétiques sur les vertus et les beautés de la vie champêtre, ainsi que des couplets moralisateurs sur les dangers de la ville, il faut voir que *L'Action française* ne s'oppose ni à l'industrialisation ni à l'urbanisation. Le développement économique est nécessaire, mais il faudrait l'infléchir, selon une échelle plus réduite et à un rythme auquel les Canadiens français pourraient s'accorder.

L'individualisme préconisé dans les milieux politiques et dans les milieux d'affaires ne fait donc pas recette à *L'Action française* : au contraire, l'intérêt individuel y paraît, le plus souvent, subordonné à l'intérêt collectif, c'est-à-dire, bien sûr, à leur perception de l'intérêt collectif des Canadiens français. *L'Action française* rassemble des membres des professions libérales et des membres du clergé. Tirillés entre le changement et la tradition, ces nationalistes se plaignent eux-mêmes, à la fin de la décennie, d'être peu suivis par leurs compatriotes. L'ennemi n'est pas seulement l'étranger, constatent-ils avec amertume, il est à l'intérieur, au sein même de la société canadienne-

française, en particulier parmi son élite politique, qui ne semble pas comprendre les intérêts supérieurs des Canadiens français.

Malgré l'opinion des nationalistes, le Parti libéral de Taschereau n'est pourtant pas insensible à la question nationale : il l'aborde toutefois d'une autre manière, bien en accord avec les milieux d'affaires, dont il reçoit un ferme soutien. Il n'est pas question de freiner le progrès économique. L'industrie, même financée par le capital étranger, crée des emplois, soutient Taschereau, qui ajoute : « J'aime mieux importer des dollars américains qu'exporter des Canadiens aux États-Unis<sup>19</sup>. » Les nationalistes sont mécontents, mais les électeurs maintiennent le Parti libéral au pouvoir.

Quant aux hommes d'affaires, même s'ils se méfient des empiétements américains et qu'ils entendent bien préserver leur territoire des convoitises étrangères, ils ont plutôt tendance à envier et à imiter les manières américaines. Comme un bon nombre de leurs concitoyens, à Montréal tout au moins, ils ne semblent pas s'alarmer outre mesure devant l'américanisation de leur société. Les modes de vie changent ; le cinéma et le théâtre populaire attirent des foules ; la commercialisation des loisirs s'installe, et les urbains en profitent, sans trop se soucier des condamnations du clergé. Ils sont alors nombreux à partager l'optimisme libéral, que la crise économique des années 1930 vient pourtant démentir de façon brutale.

### **La crise : les élites canadiennes-françaises ratent un tournant...**

La crise économique amène une effervescence idéologique sans précédent. Les milieux plus traditionalistes prêchent un retour en arrière : ils ressortent leurs vieilles solutions comme la colonisation et le retour à la terre. La dépression ravive aussi la peur du communisme. Elle entraîne également une recrudescence des nationalismes, parfois aussi de l'intolérance et de la xénophobie. Les milieux cléricaux et nationalistes proposent une « restauration sociale », c'est-à-dire une réforme de l'ordre social capitaliste, l'implantation d'un capitalisme plus humain, maîtrisé par l'organisation professionnelle et corporative. À la manière de certains modèles européens très conservateurs, le régime de Salazar au Portugal, par exemple, le corporatisme social est perçu comme apte à rétablir l'harmonie, l'ordre, mais aussi la justice. Ce nouveau système possède encore une autre vertu : puisque

19. Cité dans Yves Roby, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1976, p. 210.

ce sont les Canadiens français qui domineraient les corporations, le corporatisme pourrait constituer un moyen de reconquête économique. Pourtant, même si un certain nombre d'intellectuels s'en délectent durant plusieurs années, ce projet utopique fait long feu. Et la communauté d'affaires ne l'a jamais pris au sérieux, pas plus que les dirigeants politiques.

À l'instar des dirigeants canadiens et américains, le gouvernement du Québec sous-estime d'abord aveuglément l'ampleur de la dépression. Il faudra une misère profonde et de sévères critiques pour qu'il abandonne son habituel laisser-faire. Petit à petit, l'État intervient tout de même : il entreprend des travaux publics pour procurer des emplois aux chômeurs ; il endosse — très modérément sous Taschereau et davantage avec Duplessis — des programmes de colonisation ; enfin, il soutient directement les plus démunis. Mais toutes ces interventions, d'ailleurs bien insuffisantes, sont légitimées uniquement comme des palliatifs à la crise économique. Ces dérogations à l'orthodoxie libérale sont perçues comme temporaires. Tout devra revenir à la normale quand la dépression sera terminée. Pour leur part, même s'ils critiquent le système libéral, les traditionalistes et la plupart des nationalistes ne veulent pas non plus d'une plus grande intervention permanente de l'État.

Il se dégage ainsi une quasi-unanimité contre ce qu'on appelle alors l'« étatisme ». Pour soulager quelque peu la misère, les élites se rallient à des mesures ponctuelles qui ne sortent pas des cadres idéologiques antérieurs. Il ne faudrait surtout pas encourager les fainéants... Le travail reste une vertu chrétienne autant que libérale. Malgré la crise, c'est encore l'époque de l'assistance sociale où l'État ne fait que soutenir la charité privée. Tant le libéralisme que le cléricalisme rejettent la notion de sécurité sociale, c'est-à-dire l'acceptation que le bien-être d'une population n'est pas uniquement une responsabilité individuelle, mais constitue une responsabilité collective assumée par l'État.

Ce point de vue ressort nettement dans les quotidiens. Cette orthodoxie libérale classique est diffusée dans *La Presse*, *La Patrie*, *Le Soleil*, *The Montreal Daily Star* et *The Gazette*, et dans d'autres journaux à tirage moindre, comme *Le Canada*, *L'Ordre* et *Le Jour*. Souvent liée au Parti libéral, cette presse exprime en même temps le point de vue des milieux d'affaires tant francophones qu'anglophones. Elle ne décrit pas le système capitaliste et libéral comme étranger aux Canadiens français. Au contraire, c'est le monde dans

lequel il faut s'insérer davantage et qu'il faut préserver à tout prix. La démocratie parlementaire libérale lui convient toujours, et elle rejette le totalitarisme fasciste ou communiste. *La Presse* approuve Taschereau qui résiste

à la tendance de faire intervenir l'État partout et en tout temps. [...] Le gouvernement, embrassant moins, pourra mieux s'acquitter de ses devoirs et il coûtera moins cher aux contribuables, tandis que l'initiative particulière pourra s'exercer sans entraves inutiles et favoriser ainsi le progrès<sup>20</sup>.

Eh oui, le progrès... et toujours le même, au cœur de la crise...

Lorsque le gouvernement fédéral du conservateur Richard Bedford Bennett, à la suite du *New Deal* américain de Roosevelt, proposera un programme de mesures sociales, comportant, entre autres, l'instauration de l'assurance-chômage, les libéraux (au sens du parti et au sens idéologique) seront très réticents, voire opposés à cette modification du rôle de l'État. Dans les milieux nationalistes canadiens-français, on s'y objectera aussi à cause de l'empiétement fédéral dans un champ de compétence provinciale. Par ailleurs, c'est probablement le scandale de la corruption et du népotisme de son régime qui fait chuter Taschereau, bien plus que les promesses de changement et de renouveau de Duplessis et de l'Union nationale. Duplessis manifeste une conception bien cavalière de la démocratie et de la liberté d'expression, mais, par contre, sur le plan économique, il reste fidèle au vieux libéralisme. Et d'ailleurs, il restera sur cette position à son retour au pouvoir en 1944, alors que, durant la guerre, le premier ministre Adélard Godbout avait paru plus ouvert à la modification du libéralisme classique apportée par le keynésianisme ou à ce qui deviendra l'État-providence.

### **Pour conclure...**

La crise économique apparaissait, aux yeux de plusieurs, comme la faillite du libéralisme. Toutefois, malgré un bouillonnement idéologique (corporatisme, indépendantisme, fascisme, communisme et anticommunisme, antisémitisme... on trouve de tout durant cette décennie), au total, les hommes politiques et les hommes d'affaires sont peu défiés à droite et encore moins à gauche. De telle sorte qu'ils ne voient pas ou, en tout cas, n'endossent pas ce qui est en train de

20. Cité dans Claude Couture, *Le mythe de la modernisation du Québec. Des années 1930 à la Révolution tranquille*, Montréal, Éditions du Méridien, 1991, p. 97.

s'élaborer dans le reste du monde occidental, c'est-à-dire une nouvelle façon de concevoir le rôle de l'État, un nouveau rôle tant social qu'économique. De cette manière, ils ratent un tournant et s'ancrent les yeux fermés dans un libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle. Et cela, au nom de ce qu'ils appellent encore le progrès...

C'est ainsi durant cette décennie d'avant-guerre que s'installe un certain retard idéologique chez les élites canadiennes-françaises. Elles n'emboîtent plus le pas occidental... Après la guerre, l'écart se creusera entre, d'un côté, les visions du monde des groupes dominants — qu'ils soient politiques, économiques et cléricaux — et, de l'autre, les projets néolibéraux et, parfois, néonationalistes promus par les jeunes générations, à *Cité libre* ou à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, à Radio-Canada ou au *Devoir*. Ces nouveaux penseurs auront tendance à projeter dans le passé leur vision critique du présent, comme si le décalage entre les élites et la société — bien réel dans les années 1950 — avait toujours existé; comme si la non-pertinence de ces élites avait été permanente; comme s'il était permis aussi de *juger* les morts avec les valeurs des vivants... En présentant à leurs concitoyens le passé canadien-français à travers un tel prisme, sans trop se soucier d'établir la preuve historique de leurs dires, ces nouveaux intellectuels contribueront ainsi à fabriquer la mémoire collective, la remodelant pour mieux l'arrimer à leur propre définition des enjeux du présent et de l'avenir.

Mais la mémoire n'est pas l'histoire...